

INT-2484

POS/INT. 74/3  
Distribution: Limitée  
Date: 20 Février 1974

ORIGINAL: Anglais

Commission Economique Pour l'Amérique Latine  
Bureau des Caraïbes

Elargissement du Procès  
d'intégration Caraïbienne:

Notes sur certains de  
ses aspects et procédures institutionnels

Préparé par  
S. St. A. Clarke

1

2

3

4

5

6

7

8

## SOMMAIRE

	<u>Paragraphs</u>
LES FAITS Y RELATIFS	1 - 5
LES STIPULATIONS DES INSTRUMENTS D'INTEGRATION	6 - 16
LE STATUT D'"OBSERVATEUR"	17 - 19
LE PRECEDENT DE LA CARIFTA:	
LE STATUT DE LIAISON	20 - 26

## APPENDICE

Textes des articles de l'Accord de l'Association  
du Marché libre Caraïbéen (CARIFTA), du Traité de  
la Communauté Caraïbéenne (CARICOM) et du Marché  
Comun Caraïbéen, affectant la qualité de Membre,  
l'Accession et le statut d'Associé.

h

h

h

h

h

h

h

h

## LES FAITS Y RELATIFS

1. Le procès d'intégration établi par les pays de langue anglaise des Caraïbes a suscité beaucoup d'intérêt dans la région, et, il existe une réelle bonne volonté parmi les participants et les non-participants, en ce qui concerne l'élargissement de la portée de l'intégration. La région caraïbeenne toutefois présente une variété de traits politiques, socio-économiques, ethniques et linguistiques influencés par son histoire et son statut de dépendance antérieure ou présente. Cette considérable fragmentation des Caraïbes en groupes linguistiques et culturels, selon son association historique avec les pays Métropolitains soulève quelques problèmes spéciaux pour l'expansion du procès d'intégration parmi les pays de la région.
2. En règle générale, l'isolement entre les pays de langue anglaise, de langue française et hollandaise a été si fort que les pays de n'importe quel groupe sont foncièrement ignorants des caractéristiques économiques et sociales des pays des autres groupes. Mises à part les différences qui découlent du langage, peu de liens de communication et aucune tradition de voyage n'ont été établis entre ces pays; de sorte que le stock quotidien de connaissance que les populations habituellement acquièrent au sujet des pays avoisinants à peine existe. On doit se rappeler aussi que les pays des Caraïbes ne sont pas contigus, et en certains cas sont séparés par <sup>1/</sup> de grandes étendues de mer.

---

<sup>1/</sup> Pour une exposition plus complète on peut se référer à l'étude "ECLA AND THE CARIBBEAN: Some thoughts on Strategy for the Future - ECLA/POS 72/6".

3. Les Gouvernements d'un groupe culturel donné confrontés au problème de prendre des décisions concernant le développement de relations économiques avec des pays d'un autre groupe culturel, ont en conséquence le problème initial de l'obtention des informations de base et de leur dissémination dans leurs propres pays. En outre, il y a aussi la nécessité d'obtenir des informations spécifiques, qui aideront dans l'analyse et l'évaluation des implications possibles de lignes alternatives d'action. Dans la situation caraïbéenne, le problème d'évaluation des avantages et désavantages de la participation dans un mouvement d'intégration est encore plus aigu, parce que les systèmes de collecte des informations ne sont pas bien organisés; très peu de données spécifiques économiques et sociales sont publiées; et ce qui est publié, rarement circule dans d'autres pays, quelque de même groupe linguistique.

4. C'est pourquoi que le premier pas consiste à suppléer au manque d'information de base et de connaissance générale au sujet des pays avoisinants; ce qui est indispensable dans le procès d'informer l'opinion publique. Ceci, bien entendu, doit être complété par les statistiques spécifiques sociales et économiques requises dans une analyse détaillée, tout en ayant en vue que l'information statistique, où il existe, est rarement obtenue sur une base méthodologique commune.

5. Ensuite il y a le fait que les Gouvernements ont besoin d'avoir la facilité d'accès à des explications spécifiques sur la signification et le fonctionnement des instruments d'intégration. Le fait matériel de photocopier les textes légalisés des instruments dans la langue originelle largement disponibles à travers la Région Caraïbéenne ne doit pas offrir trop de difficulté.

Cependant existent encore les problèmes relatifs au fait d'authentifier les versions des textes dans d'autres langues, sans perdre de vue que les différences dans les codes légaux rendent difficile le transfert d'interprétations exactes de textes d'un patron culturel donné à un autre.

#### LES STIPULATIONS DES INSTRUMENTS D'INTEGRATION

6. Les dispositions de l'accord de l'Association du Marché Libre Caraïbéen (CARIFTA) n'ont stipulé aucune série de qualités requises pour joindre l'Association. <sup>2/</sup> L'idée était que n'importe quel pays, ayant l'intention d'entrer dans n'importe quelle forme d'association avec le groupe de la CARIFTA, pourrait consulter le Conseil des Ministres; et, des délibérations se dégageraient les termes convenables d'association. Les instruments légaux de la CARIFTA n'ont posé aucune limite à la nature et à la portée de telles consultations, lesquelles, on a considéré, seraient déterminées par les circonstances particulières des pays engagés. Le Conseil de la CARIFTA a été autorisé par l'Accord de décider s'il y aurait lieu ou non d'initier les discussions, de conduire des négociations et de déterminer les procédures à suivre.

7. En conséquence, il est digne de noter que les dispositions de l'Accord ont permis, non seulement à d'autres pays l'accès à la CARIFTA, mais aussi aux pays de la CARIFTA comme un tout, d'entrer dans n'importe quelle forme d'association, qu'ils estiment désirable, avec n'importe quel tiers pays ou groupe de tiers pays.

---

<sup>2/</sup> Article 32 de l'Accord de la CARIFTA: Les articles des divers instruments auxquels on réfère dans cette note sont reproduits en appendice.

Dans chaque cas, les décisions du Conseil de la CARIFTA reflèteraient les droits et obligations réciprocaux et les actions communes que pourraient être entreprises par les parties consultantes ou en négociation.

8. Seulement trois cas furent considérés aux termes de ces dispositions de la CARIFTA. Les circonstances sous-jacentes furent suffisamment différentes pour resulter, permettre leur classification en deux grandes catégories d'actions. Toutefois, ces cas provoquèrent un examen serré de la portée et de l'acceptabilité de plusieurs types de relations; certains desquels son décrits plus loin dans cette note.

A la lumière des résultants de l'examen, des décisions spécifiques ont été prises et elles y sont aussi indiquées. Les accords de la CARIFTA sont toutefois en train d'être remplacés par les dispositions de la CARICOM. Et alors que les précédents de la CARIFTA sont directement relevants en ce que plusieurs decisions devront être transférées à la CARICOM, tous les cas nouveaux qui seront soulevés dans la suite seront considérés dans le contexte des dispositions de la CARICOM.<sup>3/</sup>

---

<sup>3/</sup> Les dates de séparation de la CARIFTA notifiées en accord avec l'article 33 sont:

30 Avril 1974 - Barbađe, Guyane, Jamaïque, Trinité et Tobago.

Octobre 1974 - Belize, Dominique, Grenade, St. Christophe-Nevis-Anguilla, Ste. Lucie, St. Vincent.

Janvier 1975 - Montserrat.



9. Le Traité établissant la Communauté Caraïbienne (CARICOM)

Contient des dispositions à peu près similaires à celles de la CARIFTA' excepté que l'accès à n'importe quelle sorte d'association est maintenant spécifiquement limité aux pays de la Région des Caraïbes. A cet égard, le Traité de la CARICOM enregistre les pays qui ont toujours participé aux Conférences des Chefs de Gouvernements de la "Communauté des Caraïbes", comme ceux auxquels la qualité de membre est automatiquement ouverte. Il pourvoit aussi à l'accession d'autres pays des Caraïbes à la qualité de membres complets de la Communauté. <sup>4/</sup>

Quant aux dispositions de la CARIFTA, il existe une large flexibilité dans la négociation des termes d'accession à la qualité de membre et dans la manière par laquelle de tels termes s'appliqueraient. On doit noter cependant, que certaines qualifications s'appliquent à la qualité de membre dans la Communauté Caraïbienne.

La Conférence des Chefs de Gouvernements nécessite seulement que le pays qui accède soit .... "capable et désireux d'exercer les droits et d'assumer les obligations de sa qualité de membre." <sup>5/</sup>

---

<sup>4/</sup> Articles 2 et 29 du Traité établissant la Communauté Caraïbienne.

<sup>5/</sup> On doit toujours se souvenir de la grande variété de situations constitutionnelles des pays des Caraïbes, la CARIFTA comprenait entre ses membres, quatre pays entièrement indépendants, six états partiellement indépendants, et deux territoires sous statut colonial. Entre les pays en dehors de la CARIFTA, la situation n'était pas moins disparate, résultant en une variété de degrés de compétence constitutionnelle pour assumer des responsabilités légales.

Sur la base de cette évaluation les termes et conditions de qualité de membre seraient négociés.

10. L'instrument<sup>6/</sup> pourvoit pour une variété d'alternatives, tenant compte des diverses situations des pays des Caraïbes. Quoiqu'il soit envisagé que les membres de la Communauté Caraïbienne seraient aussi membres du Marché Commun Caraïbéen, il existe la possibilité pour un pays d'être membre de la Communauté sans l'être du Marché Commun.<sup>6/</sup> Il existe aussi la disposition, qu'il est possible d'être membre de la Communauté, malgré l'existence de différences dans les niveaux de compétence constitutionnelle.<sup>7/</sup>

11. De plus le Traité de la CARICOM pourvoit pour l'état de Membre Associé qui est aussi limité géographiquement à la région des Caraïbes; la qualification étant la même que celle pour l'état de membre.<sup>8/</sup> Dans ce cas aussi les termes et conditions d'association doivent être négociés avec la Conférence des Chefs de Gouvernement. Et il est bon de noter qu'aucun lien spécifique n'est établi entre l'état de Membre Associé dans la Communauté, et celui de Membre ou de Membre Associé dans le Marché Commun.

12. L'Accord du Marché Commun Caraïbéen qui est annexe au Traité de la Communauté Caraïbienne suit la règle que l'octroi du statut de membre est automatiquement ouvert aux participants antérieurs de la CARIFTA.<sup>9/</sup>

---

<sup>6/</sup> Article 31(1) du Traité de la CARICOM.

<sup>7/</sup> Article 31(4) du Traité de la CARICOM.

<sup>8/</sup> Article 30 du Traité de la CARICOM

<sup>9/</sup> On notera que la liste des membres "fondateurs" de la Communauté Caraïbienne, comprend les Bahamas, tandis que la liste similaire du Marché Commun Caraïbéen n'inclut pas ce pays.

Aussi d'une façon analogue comme dans le cas du Traité de la Communauté, l'état de membre dans le Marché Commun est ouvert à n'importe quel pays caraïbéen. Là encore s'offrent des alternatives, en ce qu'il est possible pour un pays de choisir d'être membre du Marché Commun mais non de la Communauté Caraïbéenne.<sup>10/</sup> De plus, il y a la disposition pour l'accession à la position de membre associé dans le Marché Commun. On devra noter aussi, que ce fait est indépendant du statut de Membre Associé de la Communauté.<sup>11/</sup>

Dans les deux cas de Membre et Membre Associé du Marché Commun, il y a la stipulation de "capacité et désir d'exercer les droits et d'assumer les responsabilités" en qualité de membre.

13. C'est pourquoi il est possible d'établir une liste de types alternatifs de relations fournis par le Traité de la CARICOM et l'Accord du Marché Commun aucun d'entre eux n'étant conditionné par un autre:

- (i) Membre de la Communauté et du Marché Commun;
- (ii) Membre de la Communauté;
- (iii) Membre Associé de la Communauté;
- (iv) Membre du Marché Commun;
- (v) Membre Associé du Marché Commun.

Et il s'ensuit qu'une série de combinaisons est tout aussi possible, les quelles ne sont pas expressément écartées par les instruments d'intégration.

---

<sup>10/</sup> Article 65(1) de l'Accord du Marché Commun.

<sup>11/</sup> Article 72 de l'Accord du Marché Commun.

14. Peu de procédures spécifiques sont détaillées dans les instruments.

En effet, tant pour la Communauté que pour Marché Commun, mention n'est faite seulement que de l'application pour être Membre ou Membre Associé, dans laquelle l'option devrait être stipulée, ainsi que le type d'action à poursuivre au niveau de la Conférence des Chefs de Gouvernements et l'acte spécifique qui consacrerait l'état de Membre. <sup>12/</sup>

En arrivant aux termes et conditions spécifiques qui s'y appliqueraient, il y a cependant la différence significative entre les statuts de membre et membre associé, que, dans le cas du premier, on y arriverait par voie de négociation, tandis que, dans l'autre, il serait déterminé par la Conférence des Chefs de Gouvernements. <sup>13/</sup>

#5. En outre des relations possibles émanant des instruments principaux, il existe encore d'autres possibilités pour les pays hors - CARIFTA/CARICOM de développer des relations d'intégration avec le groupe, dans le cadre de l'élaboration de certains accords supplémentaires. Tandis que la participation dans la plupart des accords supplémentaires dépend de la participation dans le Marché Commun, il y en a d'autres qui permettent la participation de pays Hors-Carifta. CARICOM/. <sup>14/</sup>

---

<sup>12/</sup> Evidemment pour commencer la procédure la seule chose requise est un lettre du Ministère approprié d'un pays intéressé adressée à la Conférence, par l'entremise du Secretariat de la CARICOM.

<sup>13/</sup> Ce principe s'applique à la fois à la Communauté et au Marché Comun Caraïbéens.

<sup>14/</sup> Par exemple, Articles 1 et 26 de l'Accord sur l'Harmonisation des Stimulants Fiscaux à l'Industrie ont la caractéristique familiale d'enregistrer les pays qui participaient dans la CARIFTA comme ceux auxquels l'état de membre est automatiquement ouvert, tout en laissant la possibilité d'accession à n'importe quel pays Caraïbéen.

De la même façon, quoique non directement partie du mécanisme d'intégration économique, l'Accord établissant la Banque Caraïbéenne de Développement fournit une autre voie pour l'établissement des relations de travail avec le groupe CARIFTA/CARICOM. Colombia et Venezuela ont accédé à l'état de membre de la Banque.

16. Tout en ayant en vue la série d'alternatives offerte par les instruments de la Communauté et du Marché Commun il est bon de considérer les précédents qui ont été adoptés dans le contexte de la CARIFTA, après examen des diverses implications de type constitutionnel, légal, diplomatique et politique.

"Statut d'Observateur"

17. Dès le début de la CARIFTA, les gouvernements non-participants intéressés dans le développement de rapports étroits de travail avec le groupe ont invariablement exprimé ce besoin en termes de statut d'"observateur". Sans nul doute, ce qui est recherché est une situation par laquelle ils peuvent obtenir, de première main, des informations sur les instruments et sur la marche du programme d'intégration. Habituellement le statut d'observateur s'applique aux conférences internationales où la participation est accordée sans droit de vote. Cependant, ce n'est pas l'habitude des groupements d'intégration d'inviter des états non-membres à participer aux débats du corps principal où s'élabore la politique de l'organisation. En fait, s'il y a un principe général, alors ce serait que le Statut d'Observateur, comme il est communément compris, n'est jamais accordé à des états non-membres.<sup>15/</sup>

---

<sup>15/</sup> On peut se référer à la pratique dans la Communauté Economique Européenne, la Zone Latino-Américaine de Libre Echange, le Marché Commun Centre-Américain, le Groupe Andin, Le Marché Commun Est-Africain. Les groupements économiques internationaux ne pourvoient pas à l'admission des états non-membres comme observateurs, à cause du soin, entre autres de préserver le caractère confidentiel de leur hautement délicates discussions et négociations sur des matières tant interregionales qu'extraregionales.

C'est pourquoi il est d'importance de noter les décisions sur les cas qui ont été soumis au Conseil de la CARIFTA.

18. Le premier concerne l'unique pays qui accéda à la CARIFTA, Belize, membre de la Conférence des Chefs de Gouvernements de la Communauté des Caraïbes, lequel avait aidé dans la formulation des plans en vue de l'établissement de l'Association Caraïbienne de Libre Echange, mais avait indiqué alors que le moment n'était pas opportun pour assumer l'état de membre au sein de CARIFTA. Quand, plus tard, il a été indiqué que les négociations pour son accession devraient commencer, le Conseil de CARIFTA invita ce pays à participer dans ses sessions de travail. Les pourparlers entre Belize et les membres de la CARIFTA furent conduits dans le cadre des sessions du Conseil, comme un article particulier de l'ordre du jour, mêlé aux autres affaires à traiter par le Conseil. Il n'y a aucun doute, de cette manière, Belize eut un meilleur éclaircissement sur l'interprétation et l'opération de l'Accord de la CARIFTA, et obtint une plus complète compréhension des points de vue et des intérêts vitaux des pays membres individuels. D'un autre côté, les pays membres de CARIFTA purent évaluer les besoins de Belize, les bénéfices qui pourraient en découler pour les deux parties et les arrangements transitoires qui pourraient être appropriés.

19. Les autres cas concernent les pays qui n'avaient pas de contact antérieur avec la CARIFTA, tels que Surinam et les Antilles Néerlandaises. La réaction du Conseil, en ce qui concerne les pays qui n'étaient pas membres de la Conférence des Chefs de Gouvernements était pour cause bien différente. <sup>16/</sup>

---

<sup>16/</sup> La Conférence des Chefs de Gouvernements est le corps suprême placé au-dessus du Conseil des Ministres.

Aussi, le consensus était que les arrangements de la CARIFTA devraient se faire pour opérer sans difficulté avant que l'accession des pays caraïbéens hors de la Communauté ne soit négociée. Ce n'est qu'après sa Treizième session que le Conseil de la CARIFTA décida que, dans la suite, les applications pour des relations formelles avec la CARIFTA, en provenance de pays non-membres de la Conférence des Chefs de Gouvernements, pourraient être considérées. Sur cette base c'était inévitable qu'au moment où il y avait l'indication d'intérêt par Surinam et les Antilles Néerlandaises d'établir des relations de travail avec la CARIFTA, qu'une formule différente devait être adoptée. La décision était d'établir une relation spéciale dénommée "Statut de Liaison" à fin de permettre à Surinam et aux Antilles Néerlandaises de satisfaire leurs besoins en information spécialisée légale, sociale et économique au sujet du procès d'intégration. <sup>17/</sup>

<sup>17/</sup> Cette note concerne principalement les relations d'autres pays avec le groupe CARIFTA/CARICOM. Pour compléter le tableau, il peut être mentionné que le Conseil des Ministres examinait aussi des relations avec des organismes régionaux non-gouvernementaux et des entités intergouvernementales tant régionales que non-régionales. La décision fut que le statut d'observateur, comme il est communément compris, serait accordé à deux organisations régionales intergouvernementales - le Marché Commun Est-Caraïbéen et le Conseil des Ministres des Etats Associés des Indes Occidentales.

D'une façon plus limitée le statut d'observateur serait octroyé à la Banque Caraïbéenne de Développement et au Bureau Caraïbeen de la Commission Economique pour l'Amérique Latine, à la condition que le participant soit Président ou Vice-Président, Directeur ou Sous-Directeur, respectivement; aussi longtemps que ces postes sont occupés par des nationaux des pays de CARIFTA/CARICOM.

En ce qui concerne les organisations régionales non-gouvernementales, il fut décidé d'établir un Groupe Consultatif Conjoint, consistant de quatre représentants de chacun des organismes suivants: le Congrès Caraïbéen du Travail, le Comité des Consommateurs et du Commerce. Ce corps se réunit annuellement avec le Conseil des Ministres pour échanger des vues sur le progrès et les problèmes du mouvement integrationniste régional. Le groupe aussi peut participer à quelques réunions techniques, consulter sur une base continue le Secrétaire Général et peut faire des recommandations sur n'importe quelle matière, concernant le fonctionnement du Marché Commun Caraïbéen.

LE PRECEDANT DE LA CARIFTA - "STATUT DE LIAISON"

20. Par l'intermédiaire de l'arrangement de "Statut de Liaison", ces pays ont la facilité de consulter, sur une base continue, le Secrétariat et le Conseil des Ministres. Toutefois, quoiqu'ils n'assistent pas aux sessions régulières du Conseil, reconnaissance Spéciale a été donnée à leur statut comme par exemple lors de l'inauguration de la Communauté Caraïbéenne.

21. Dans son application le Représentant du pays Hors CARIFTA/CARICOM peut mener des discussions au niveau Ministériel ou à celui du Secrétariat, selon les circonstances. Les procédures impliquent que, sur demande, une réunion entre le Représentant et les Ministres de CARIFTA/CARICOM serait convoquée; dans le but de discuter n'importe quel aspect de relation économique plus étroite avec les pays de CARIFTA/CARICOM. Pour plus de facilité, de telles réunions seraient appelées à avoir lieu antérieurement aux réunions de CARIFTA/CARICOM, quand les Ministres sont convoqués à réunion. Initialement, la portée des discussions pourrait être assez large, se limitant plus tard à des points spécifiques de négociation.

22. Dans cet arrangement il est implicite que les négociations sur l'accession ne seraient pas conduites dans le cadre de l'ordre du jour normal des sessions de CARIFTA/CARICOM. Cependant le Représentant de l'état non-membre peut participer dans les délibérations des comités techniques et des groupes de travail; le tout, sujet aux considérations normales regardant le caractère confidentiel des débats.

23. Il n'y a aucun doute qu'une importante utilité du Statut de Liaison pour les pays hors CARIFTA/CARICOM est la possibilité qu'il leur offre de s'assurer, sur une base de "non compromis", la forme appropriée d'association avec CARIFTA/CARICOM.



Par cet arrangement, une évaluation soigneuse peut être faite des possibilités de transactions, des secteurs actuels dans lesquels une coopération fonctionnelle bénéficiaire peut être développée et des zones désirables de coordination des politiques. Il leur permet aussi d'avoir du temps pour comprendre et apprécier les points de vue des autres pays et leurs idiosyncrasies. Bref, c'est une création pragmatique Caraïbienne, pour faire face à l'unique et extraordinaire situation que confronte les pays des Caraïbes.

24. Alors que les décisions du Conseil, prises en vertu de l'Article 32 de l'Accord de la CARIFTA, font place au Statut de Liaison avec CARIFTA, aucune disposition de cette sorte n'existe encore à l'égard de CARICOM. Toutefois, les conditions requises pour assurer la continuité de CARIFTA à CARICOM rendront probablement nécessaire que le Conseil Ministeriel ratifie et transfère, en temps opportun, à CARICOM plusieurs décisions antérieurement prises dans le contexte de CARIFTA. Très probablement seront incluses parmi de telles décisions, celles concernant le Status de Liaison, même seulement sur une base transitoire.

25. En vue de la liberté qu'il offre aux pays des Caraïbes d'établir des contacts qu'historiquement on leur avait déniés, il y a une forte justification pour le retenir comme une relation de contact initial dans le contexte de la CARICOM.

La logique de l'argument suggère que comme le Traité de la CARICOM et l'Accord du Marché Commun pourvoient au droit de membre ou de membre associé, et puisque l'option doit être stipulée dans l'application, il s'ensuivrait que les négociations qui pourraient découler du Statut de Liaison pourraient prendre l'une de ces deux formes d'association, ou une combinaison des deux.

26. Plusieurs états Caraïbéens ont déjà endossés cet objectif de politique à long terme, celui de conduire vers l'état de membre entier de toutes les îles des Caraïbes et Surinam et les réunir dans une Communauté Caraïbienne. En conséquence il n'est pas inconcevable qu'on progresse par une série d'étapes tandis que les obstacles sont graduellement déplacés; peut être en passant du Statut de Liaison par l'état de Membre Associé et finalement la position de Membre tout court, dans l'un ou l'autre ou les deux organismes, la Communauté et le Marché Commun.

A P P E N D I C E



Dispositions légales concernant la qualité  
de membre, l'accession et l'association

1. ACCORD DE L'ASSOCIATION CARAIBEENNE DE LIBRE ECHANGE

Article 32

De l'entrée en association

1. Tout Territoire, sans être signataire, pourra participer à cet accord, et toutes les fois que le Conseil approuve telle participation aux termes et conditions établis. L'instrument, qui constate dûment la conformité du Gouvernement du Territoire à participer à cet Accord, dans les termes et conditions à établir comme indiqué ci-devant, devra être remis au Gouvernement d'Antigua qui le notifiera à tous les autres Territoires Membres. Cet Accord entrera en vigueur, en ce qui concerne le territoire participant, en la forme et à la date qu'indique la décision du Conseil.

2. Le Conseil, conformément à n'importe quelle décision adoptée à cet égard, pourra chercher à créer une association composée qui réunit les Territoires Membres, n'importe quel autre Territoire, union de Territoires ou organisation internationale. Il établira les droits et obligations réciproques, les formes d'action commune et les procédures spéciales jugés appropriés.

Article 33

Retrait

Tout Territoire Membre peut cesser de participer à cet Accord, pourvu que son Gouvernement donne un préavis de douze mois par écrit au Gouvernement d'Antigua, que le notifiera aux autres Territoires-Membres.

2. TRAITE ETABLISSANT LA COMMUNAUTE CARAIBEEENNE

Article 2

De la qualité de Membre

1, La qualité de Membre de la Communauté devra être ouverte à:

- (a)
  - (i) Antigua
  - (ii) Bahama
  - (iii) Barbade
  - (iv) Belize
  - (v) Dominique
  - (vi) Grenade
  - (vii) Guyane
  - (viii) Jamaïque
  - (ix) Montserrat
  - (x) St. Christophe-Nevis-Anguilla
  - (xi) Ste. Lucie
  - (xii) St. Vincent
  - (xiii) Trinité et Tobago
- (b) tout autre état de la Région des Caraïbes qui, selon l'opinion de la Conférence est capable et désireux d'exercer les droits et d'assumer les obligations de la condition membre selon l'article 29 de ce Traité.

2. Les états énumérés au paragraphe 1(a) de cet Article, dont les Gouvernements signent ce Traité en accord avec l'Article 22 et le ratifient en accord avec l'Article 23 deviendront Etats Membres de la Communauté.

Article 22

De la Signature

Ce Traité sera ouvert à la signature le 4 juillet 1973 de n'importe quel Etat mentionné au paragraphe 1(a) de l'Article 2 de ce Traité.

## Article 29

### De l'accession au Traité

1. Tout Etat ou Territoire de la Région Caraïbénne peut pour devenir membre de la Communauté envoyer une application à la Conférence et peut, si la Conférence le décide ainsi, être admis en qualité de membre, en accord avec le paragraphe 2 de cet Article.

2. L'admission à la qualité de membre sera faite aux termes et conditions que la Conférence pourra décider et entrera en vigueur à partir de la date à laquelle un instrument approprié d'accession est déposé au Secrétariat.

## Article 30

### De la qualité de Membre Associé

1. N'importe quel Etat qui, de l'opinion de la Conférence des Chefs de Gouvernements, est qualifié pour être membre de la Communauté, conformément au paragraphe 1(b) de l'Article 2 de ce Traité, peut, sur application à la Conférence pour l'obtention de la qualité de membre associé de la Communauté, être admis comme membre associé de la Communauté, conformément au paragraphe 2 de cet Article.

2. Dans le cas de n'importe quelle application faite sous le paragraphe 1 de cet Article, la Conférence déterminera les conditions sous lesquelles l'Etat postulant peut être associé à la Communauté.

## Article 31

### Des exceptions

1. Les Etats Membres, qui ne sont pas aussi membres du Marché Commun, ne devront pas avoir le droit de participer aux décisions prises en vertu du Traité qui ont trait au Marché Commun.
2. Les décisions prises sous ce Traité qui requièrent telle action seront soumises aux procédures constitutionnelles relevantes des Etats Membres respectifs.
3. Les Etats Membres, toutes les fois qu'il est jugé nécessaire, s'engagent à prendre des mesures, aussi rapidement que possible, a fin de donner pleine force de loi à toutes les décisions des organes et institutions de la communauté aux quels ils sont liés.
4. Les Etats Membres ne devront pas participer aux décisions sur un sujet pour lequel ils ne possèdent pas la compétence nécessaire.



### 3. ACCORD DU MARCHE COMMUN CARAIBEEN

#### Article 2

##### De la qualité de Membre

1. (a) La qualité de Membre du Marché Commun devra être ouverte à :

- (i) Antigua
  - (ii) Barbade
  - (iii) Belize
  - (iv) Dominique
  - (v) Grenade
  - (vi) Guyane
  - (vii) Jamaïque
  - (viii) Montserrat
  - (ix) St. Christophe-Nevis-Anguilla
  - (x) Ste. Lucie
  - (xi) St. Vincent
  - (xii) Trinité et Tobago
- (b) N'importe quel autre Etat de la Région Caraïbienne qui, de l'avis de la Conférence des Chefs de Gouvernement (ci-après dénommée la "Conférence") mentionnée à l'Article 6 du Traité établissant la Communauté Caraïbéenne, est capable et désireux d'exercer les droits et d'assumer les obligations de la qualité de Membre en accord avec l'Article 65 de cet Annexe.

2. Les Etats énumérés au paragraphe 1(a) de cet Article, dont les Gouvernements sont parties au Traité établissant la Communauté Caraïbéenne (ci-après désigné le "Traité") deviendront membres du Marché Commun.

## Article 65

### De l'Accession

1. Un Etat, mentionné au paragraphe 1(b) de l'Article 2 de cet Annexe, peut devenir Membre du Marché Commun seulement aux termes et conditions déterminés par la Conférence.
2. Tel Etat devra déposer, à la date fixée par la Conférence ou avant, un instrument d'accession au Secrétariat qui transmettra des copies conformes au Gouvernement de chaque Etat Membre.
3. Ce dépôt opéré, l'Etat deviendra membre du Marché Commun à la date fixée.

## Article 72

### De la qualité de Membre Associé

1. N'importe quel état qui, de l'avis de la Conférence est qualifié pour être membre du Marché Commun, selon l'Article 2.1(b) de cet Annexe peut, sur simple application au Conseil pour l'obtention de la qualité de membre associé au Marché Commun, être admis comme membre associé du Marché Commun en accord avec le paragraphe 2 de cet Article.
2. Pour toute application faite sous le paragraphe 1 de cet Article, la Conférence devra déterminer les conditions sous lesquelles l'état qui postule peut être associé au Marché Commun.